

Parfum de crise sur la "suédoise"

Le CD&V a failli "débrancher la prise" du gouvernement fédéral

Analyse Frédéric Chardon

Je n'ai pas le temps, la situation est très tendue. Tout peut très mal tourner maintenant", répond une source fédérale à notre demande d'info. Les ministres ne répondent plus à leurs smartphones. Nous sommes lundi après-midi et le gouvernement Michel est en train de vaciller.

Les dernières heures de négociations budgétaires ont été terribles. Déjà, durant le week-end, les démocrates-chrétiens se sont montrés intransigeants. C'est un jeu habituel depuis la constitution du gouvernement Michel mais, cette fois-ci, c'est une véritable crise. Une crise qui dépasse du clash de bon aloi qui ne manque jamais de survenir lorsqu'un accord est proche. Une crise de nature à faire tomber le gouvernement.

Le CD&V, confronté à des coupes très importantes dans le budget Santé (on parle d'un milliard d'euros), ne pouvait pas, politiquement parlant, sortir "déshabillé" du conclave. C'est pour cela que le parti de Wouter Beke a sorti de sa besace la taxe sur les plus-values boursières (et sur les ventes d'entreprises non cotées) en compensation des économies importantes que comptait réaliser la "suédoise" dans les dépenses de sécurité sociale.

La "fiscalité équitable" du CD&V

Cette taxe figure parmi un panel de propositions déposées par le vice-Premier Kris Peeters et reprises dans une note baptisée "fiscalité équitable". Nous avons pu en prendre connaissance lundi matin. Le CD&V veut entre autres que les plus-values sur des actions revendues dans l'année soient imposées à concurrence de 30 %. Si ces actions sont revendues à plus long terme, alors les démocra-

tes-chrétiens flamands proposent un taux de 7,5 %.

En cela, rien d'anormal : le CD&V réclame ce type de fiscalité depuis que la majorité "suédoise" a vu le jour. Mais ce qui est neuf, c'est que cela devient une question de gouvernement. "S'il n'y a rien sur la fiscalité équitable (dans l'accord budgétaire final, Ndlr), ce sera un plus grand problème que celui du gouvernement", a indiqué lundi le vice-Premier ministre CD&V Kris Peeters lors de son arrivée au Lambermont.

Débrancher la prise...

En clair : le CD&V était prêt à débrancher la prise s'il n'obtenait pas satisfaction, au moins partielle, sur ses idées fiscales. "Que se passera-t-il si on rejette la taxe sur les plus-values à votre avis ?", indiquait en effet un démocrate-chrétien flamand lundi après-midi. Face à cette rigidité démocrate-chrétienne, la N-VA et l'Open VLD ont opposé un refus clair dans la nuit de dimanche à lundi. Le MR, plus prudent, tentant de garder le jeu ouvert.

Comment en est-on arrivé là ? "Je peux vous dire que le CD&V va loin... Les derniers sondages leur donnent des ailes", commente une source de la majorité fédérale. C'est vrai : dans le dernier baromètre de "La Libre", la N-VA – le grand ennemi du CD&V – est en net recul. Les nationalistes flamands restent le premier parti mais ils chutent à 25 % (ils avaient recolté 32 % des voix aux élections).

Faire mal à la N-VA

A côté des chiffres des sondages, qui ne sont jamais que des instantanés de l'opinion publique, la N-VA s'enfonce dans une crise existentielle beaucoup plus grave à terme : sa normalisation, sa transformation de parti indépendantiste anti-establishment en une

- Le vice-Premier ministre CD&V a laissé entendre qu'il débrancherait la prise si la taxe sur les plus-values ne passait pas.

- Les démocrates-chrétiens flamands se lâchent depuis que la N-VA connaît des difficultés internes et des mauvais sondages.

"S'il n'y a rien sur la fiscalité équitable (dans l'accord budgétaire final, Ndlr),

ce sera un plus grand problème que celui du gouvernement."

KRIS PEETERS
Vice-Premier ministre CD&V.

"Le budget est prêt à être soumis au Parlement, le Premier ministre peut présenter mardi la déclaration de politique générale."

DIDIER REYNDERS
Le vice-Premier ministre MR a fortement irrité le CD&V en annonçant dès lundi matin qu'un accord avait été trouvé. Kris Peeters a démenti rapidement.

formation défendant un conservatisme classique axé sur le sécuritaire, l'immigration et les baisses d'impôts. Cette évolution crispe la frange la plus flamingante du parti. Deux députés nationalistes radicaux Hendrik Vuye et Veerle Wouters ont récemment claqué la porte de la N-VA pour cette raison.

Autrement dit, la N-VA n'a aucun intérêt à convoquer des élections maintenant mais, au contraire, elle doit temporiser dans l'espoir de jours meilleurs. Le CD&V sait tout cela et en profite pour lui mettre une pression maximale pour faire avaler aux nationalistes le plus de couleuvres possible. Et pour redorer son blason "social" au sein d'une coalition fédérale condamnée à faire des économies dans une course sans fin après les déficits publics...

"Il ne faut pas créer des problèmes là où il n'y en a pas. Notre but n'est pas de pousser des gens dans la pauvreté."

KRIS PEETERS

Le vice-Premier ministre CD&V a taclé dimanche soir les propositions de l'Open VLD sur la dégressivité des allocations de chômage. En fait, l'idée avait déjà été enterrée jeudi passé.

Il y aura un milliard d'euros d'efforts à réaliser dans la santé publique

Quelles sont les mesures sur lesquelles les partenaires du gouvernement sont tombés d'accord ? Alors que l'incertitude demeurait, lundi en fin de journée, quant à la mise en œuvre d'une taxe sur les plus-values, défendue bec et ongles par le CD&V, les négociateurs ont accordé leurs violons sur un effort global de 3 milliards d'euros pour 2016 et 2017. Ce montant déplace de facto un bon milliard à trouver en 2018, confirme-t-on à "La Libre". Au passage, le matelas de sécurité d'un milliard d'euros devant compenser une éventuelle baisse des recettes fiscales en 2016 a été ramené à 350 millions d'euros. L'incertitude en la matière diminuant alors que nous arrivons à la fin de l'année.

Concrètement, où en était-on lundi soir alors qu'une nouvelle nuit de négociations s'annonçait ?

1 Précompte mobilier à 30%. Comme dévoilé dans nos colonnes, la "suédoise" va faire passer le précompte de 27% à 30%. Le précompte mobilier avait déjà été augmenté lors du "tax shift".

Plusieurs centaines de millions d'euros au fédéral sont attendus.

2 Pas d'augmentation de la TVA, pas de modification de l'index. La piste de la TVA a bien été abandonnée. Pourtant, jouer sur la fiscalité indirecte a des avantages puisque cela permet de mobi-

liser très rapidement des nouvelles sources de revenus pour les caisses publiques. Mais l'impact incertain sur l'économie a freiné le gouvernement. De même, une modification du système de l'indexation des salaires et des allocations sociales a été envisagée mais a fait long feu. Elle aurait permis des économies en retardant le moment de l'indexation, mais ni le MR ni le CD&V n'étaient partisans d'un tel "chipotage" difficile à assumer politiquement.

3 L'enveloppe "bien-être" ramenée à 75%. Cette enveloppe de plusieurs centaines de millions d'euros permet de soutenir les allocations sociales les plus basses. Le gouvernement Michel avait octroyé 100% de ce matelas au début de la législature. Elle ne sera versée qu'à concurrence de 75%, soulageant le fédéral de 200 à 300 millions d'euros. Cela reste supérieur au taux de 60% fixé sous la précédente législature.

4 Trois cent millions d'économies en dépenses primaires. C'est ce que l'on appelle la "râpe à fromage". On rabote un peu partout les budgets publics. Ce sont donc les administrations qui passent à la caisse.

5 Fraude sociale et fiscale: 100 millions d'euros. C'est le poste sur lequel on joue à chaque conclave: le renforcement

de la lutte contre la fraude sociale et fiscale. L'intention est sans doute bonne, mais le retour sur investissement pour l'Etat est toujours difficile à évaluer.

6 Tour de vis dans les crédits-temps dits "spécifiques". Les partenaires de la majorité sont tombés d'accord pour que les années passées par les travailleurs en crédit-temps spécifique ne soient plus comptabilisées dans le calcul de la pension.

7 Fortes économies dans la santé. Comme on s'y attendait, le montant des économies est très élevé: un milliard d'euros. Cette somme est trouvée dans un moindre remboursement de certains

médicaments, dans la diminution de l'indexation des honoraires des médecins, par une série de mesures concernant l'industrie pharmaceutique ou encore par des mesures d'ordre "administratif" (par exemple, jouer sur la date de mise sur le marché de certains produits).

8 Contrôle des revenus réels des chômeurs de longue durée. Il s'agit de vérifier les revenus du ménage des chômeurs, voir s'ils ne disposent pas d'autres ressources et, si c'est le cas, de supprimer ou réduire leurs allocations.

F.C. et Ma. C.

100

MILLIONS D'EUROS

C'est les rentrées supplémentaires espérées grâce à la lutte contre la fraude sociale et fiscale.